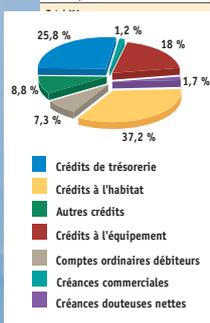




Bulletin trimestriel

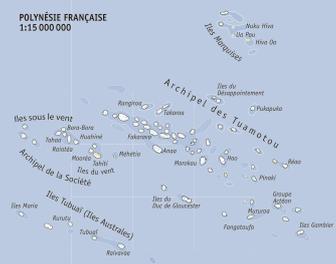
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392	106,6 %	
	108 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 151 - Statistiques au 30/06/2012

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	8
Méthodologie	8
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	10
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
2. Les avoirs financiers des agents économiques	12
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	15
2.3 Les avoirs par nature	16
3. L'endettement des agents économiques	17
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	21
4. Le financement des crédits bancaires	23
4.1 L'équilibre emplois- ressources	23
4.2 Le réescompte	23
5. Les engagements sectoriels	24
6. Les indicateurs de vulnérabilité	26
7. Rappel des taux	26
7.1 Les taux règlementés	26
7.2 Les principaux taux de marché	26
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	27
7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	27
7.5 Taux de l'usure	27

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

Au deuxième trimestre 2012, la reprise mondiale déjà molle donne des signes de faiblesses en raison des tensions financières persistantes en Europe et de la croissance moins forte que prévu des pays émergents. D'après les dernières projections du Fonds Monétaire International réalisées en juillet 2012, le taux de croissance de l'économie mondiale serait de 3,5 % en 2012 soit 0,1 point de moins que prévu en avril 2012.

La croissance américaine bien que positive à 0,4 % au deuxième trimestre, diminue par rapport au trimestre précédent (après + 0,5 % au premier trimestre 2012). Le pouvoir d'achat des ménages américains serait en outre toujours soutenu par un marché du travail relativement dynamique (taux de chômage à 8,2 % en juin 2012).

En Asie, le Japon enregistre à son tour un ralentissement économique malgré l'augmentation des dépenses publiques et privées consécutive à la catastrophe de Fukushima. Sa croissance s'effrite, passant de 1,3 à 0,3 % entre le premier et le deuxième trimestre 2012. La progression des exportations, de l'ordre de 1,2 % au deuxième trimestre, reste trop faible pour couvrir celle des importations, à + 1,6 %. La croissance chinoise enregistre son sixième trimestre consécutif de ralentissement (7,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2012, contre 8,1% au premier trimestre) résultant essentiellement de la baisse de l'activité du commerce mondial mais aussi de la décélération de la demande intérieure.

Conséquence des tensions accrues sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et du renforcement de l'incertitude, l'activité dans la zone euro recule au deuxième trimestre (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent). L'Allemagne n'est également plus à l'abri du ralentissement économique qui affecte fortement les pays de la zone euro (+ 0,3 % au deuxième trimestre contre 0,5 % au trimestre précédent). Le taux de chômage en juin 2012 dans la zone euro est de 11,2 % (+ 1,2 point par rapport à juin 2011). Par ailleurs, l'écart entre le taux de chômage des États membres est particulièrement significatif. En effet, la différence entre le taux de chômage le plus bas (en Autriche, 4,5 %) et le plus élevé (en Espagne, 24,8 %) est la plus importante de la dernière décennie.

Au deuxième trimestre 2012, comme au premier trimestre, le produit intérieur brut en France reste stable. Les dépenses de consommation des ménages reculent légèrement (- 0,2 % après + 0,2 %), tandis que l'investissement croît à nouveau (+ 0,6 %) après un repli au premier trimestre (- 0,8 %). Les importations accélèrent nettement (+ 1,8 % après + 0,6 %), tandis que les exportations restent peu dynamiques (+ 0,2 % après + 0,1 %).

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de réduire le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt de 25 points de base, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %.

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé Outright Monetary Transactions -OMT- (en français : « Opérations monétaires en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'État qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro » afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème¹. Lors de la révision des taux des livrets d'épargne réglementés du 15 juillet 2012, le gouverneur de la Banque de France a décidé de maintenir le taux du livret A à 2,25 %.

Après avoir atteint un record à la mi-mars à 126 dollars le baril, le prix du pétrole (Brent) a connu une forte baisse au deuxième trimestre 2012 : en juin, son cours s'est établi à 96,4 dollars (soit un repli de 23,5 % depuis la mi-mars). Toutefois, en juillet, le prix du baril s'est à nouveau fortement redressé (+ 6,0 % sur le mois). Par ailleurs, en raison de la sécheresse exceptionnelle aux États-Unis et de l'état actuel des cultures dans d'autres régions céréalières, les prix des matières premières alimentaires se sont nettement redressés (+ 7,7 % en juillet 2012 après - 1,8 % en juin).

¹ Pour davantage d'information sur ces décisions de la BCE :
<http://www.banque-france.fr/uploads/media/declaration-introductive-06-09-2012-v2.pdf>
<http://www.banque-france.fr/uploads/media/pr120906.fr.pdf>
<http://www.banque-france.fr/uploads/media/mesures-visant-a-preserver-la-disponibilite-des-garanties-06-09-2012-v2.pdf>

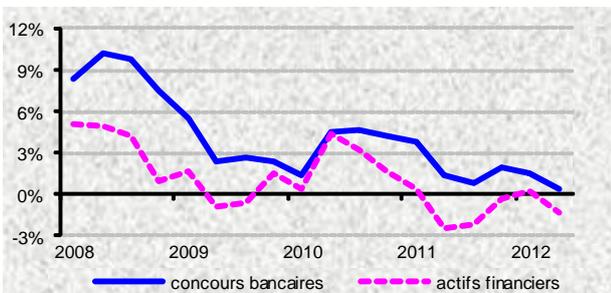
Poursuite du fléchissement de l'activité des banques polynésiennes sur le trimestre

Confrontée à un climat des affaires défavorable, l'activité des banques locales continue de ralentir au cours du deuxième trimestre 2012, tant au niveau de la collecte des dépôts que de l'octroi des crédits. Ainsi, les actifs financiers se replient sur l'année tandis que les concours bancaires stagnent.

La sinistralité du portefeuille des banques locales se stabilise au cours du deuxième trimestre 2012, tout en demeurant à un niveau élevé.

La masse monétaire M3 affiche un repli pour le deuxième trimestre consécutif. Toutefois, elle enregistre toujours une progression sur l'année à la faveur du rapatriement en Polynésie française à fin 2011 de placements financiers jusqu'alors détenus hors du territoire.

Evolution en glissement annuel

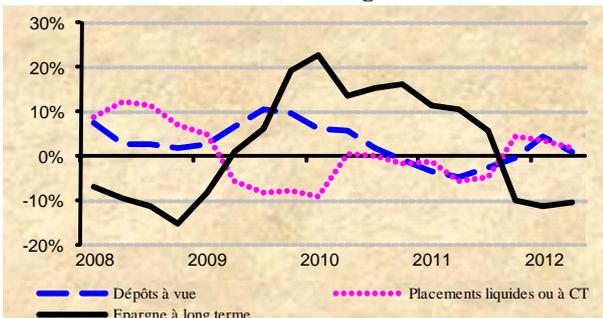


Recul des actifs financiers

Au 30 juin 2012, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élève à 472,4 milliards de F CFP, en baisse de 1,9 % sur le trimestre. Les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme reculent respectivement de 2,7 % et 2,4 % sur le trimestre, alors que l'épargne à long terme progresse légèrement (+ 0,6 %).

Sur l'année, le repli des actifs financiers (- 1,3 %) trouve son origine dans la baisse sensible des placements à long terme (- 10,7 %), alors que les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme progressent respectivement de 0,7 % et 1,8 %.

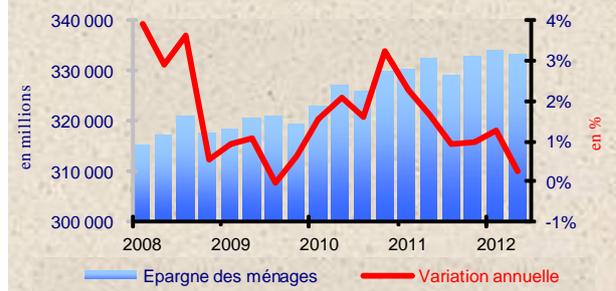
Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Recul des actifs financiers des ménages sur le trimestre, hausse sur l'année

Les avoirs financiers des ménages reculent de 0,3 % sur le trimestre, mais restent légèrement en hausse (+ 0,2 %) en glissement annuel.

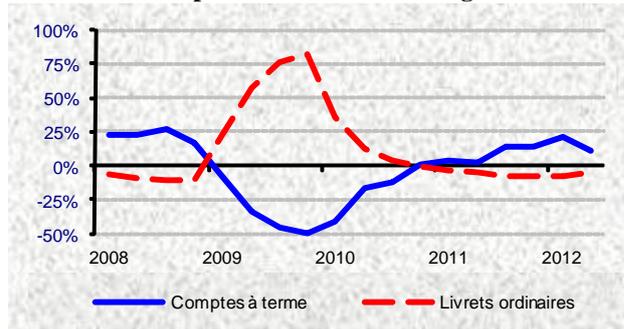
Evolution de l'épargne des ménages



La baisse de l'épargne des ménages sur le trimestre résulte d'une situation contrastée, caractérisée par la baisse des placements liquides ou à court terme (- 1,8 %, notamment des comptes à terme) compensée partiellement par la hausse des dépôts à vue (+ 1,8 %) et celle plus modérée des placements à long terme (+ 0,7 %).

En revanche, la croissance modérée des actifs des ménages sur l'année, s'explique par la progression des placements à long terme (+ 1,3 %), et plus particulièrement par celle des plans d'épargne logement (+ 9,5 %) et des contrats d'assurance-vie (+ 1,4 %) jugés plus rémunérateurs. De la même façon, les épargnants privilégient les comptes à terme (+ 11,1 % en glissement annuel) au détriment des comptes sur livrets (- 5,4 % sur un an).

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



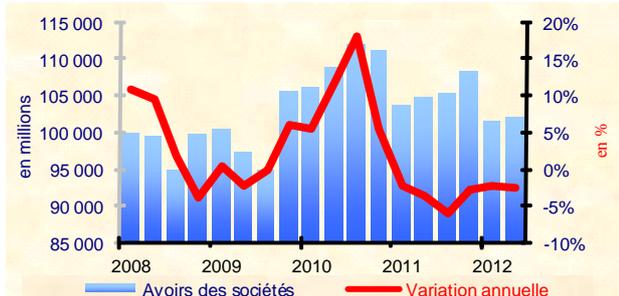
Hausse modérée des actifs financiers des sociétés sur le trimestre, repli sur l'année

Les avoirs financiers des sociétés affichent une légère progression sur le trimestre (+ 0,7 %), en lien avec la hausse temporaire des certificats de dépôts (+ 161 % en raison d'arbitrages réalisés par certains acteurs au détriment des dépôts à terme) supérieure à la baisse continue des dépôts à vue (- 2,1 %) des deux derniers trimestres.

Conjoncture financière et bancaire

En revanche, le recul des actifs sur l'année (- 2,4 %) résulte de la baisse sensible des comptes à terme (- 10,4 %) et celle plus contenue des dépôts à vue (- 1,4 %).

Evolution des actifs financiers des sociétés



Recul des actifs financiers des autres agents

Les avoirs financiers des autres agents enregistrent un repli significatif tant sur le trimestre que sur l'année. Dans le détail, le deuxième trimestre 2012 est marqué par la diminution sensible des dépôts à vue et des comptes à terme au cours des trois derniers mois. La baisse annuelle des actifs, d'une amplitude moindre, s'explique par la contraction des placements à long terme.

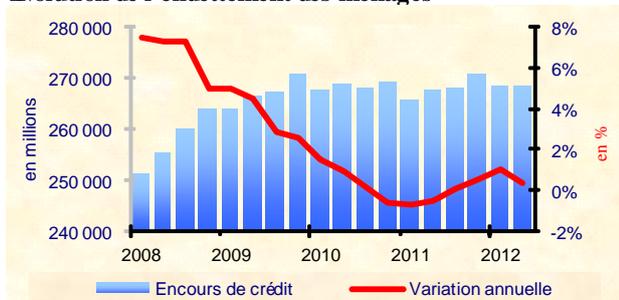
Recul de l'encours des crédits

Au 30 juin 2012, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'élève à 618 milliards de F CFP, en baisse de 0,4 % sur le trimestre (+ 0,4 % en glissement annuel). L'encours sain des crédits enregistre une baisse sur le trimestre (- 0,2 %) comme sur l'année (- 0,4 %).

Stabilité de l'encours sain des crédits aux ménages sur le trimestre, croissance modérée sur l'année

L'encours sain des crédits aux ménages totalise 268,4 milliards de F CFP au 30 juin 2012, stable sur le trimestre et en légère hausse sur l'année (+ 0,3 %).

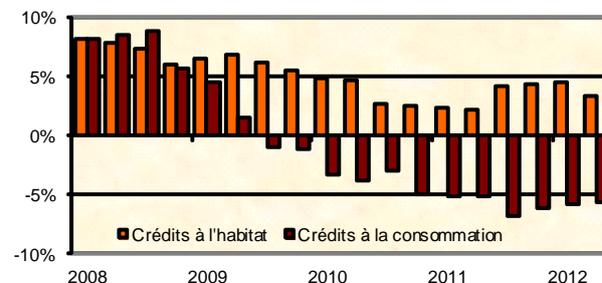
Evolution de l'endettement des ménages



L'endettement des ménages repose essentiellement sur les crédits à l'habitat (64 % de leur endettement). Malgré un contexte de taux d'intérêt bas, la croissance de l'encours des prêts immobiliers reste très faible (+ 0,4 % sur le trimestre après + 0,2 % au trimestre précédent) dans un marché immobilier

atone. En glissement annuel, elle s'établit à + 3,3 %. Pour sa part, l'encours des crédits à la consommation ne cesse de se replier (- 1,1 % sur trois mois et - 5,1 % en glissement annuel), résultant d'une production atone et de déclassés des créances des ménages.

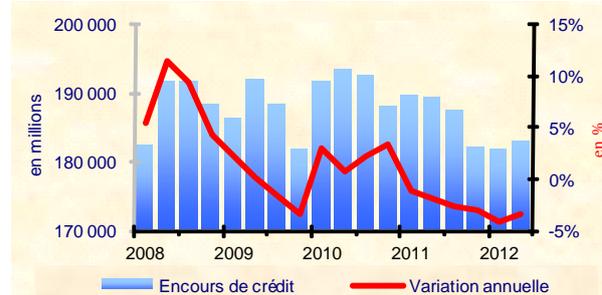
Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Légère croissance de l'encours sain des entreprises sur le trimestre, notamment des crédits d'investissement

L'encours sain des crédits aux entreprises s'établit à 182,9 milliards de F CFP à fin juin 2012, en hausse de 0,7 % sur le trimestre, à la suite notamment du reclassement en encours sain de certaines créances. Il continue toutefois de s'afficher en retrait sur l'année (- 3,4 %).

Evolution de l'endettement des sociétés

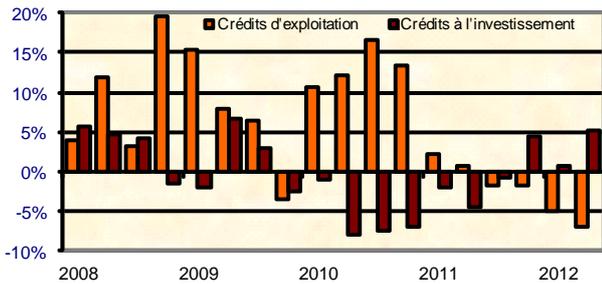


Les crédits d'exploitation demeurent relativement stables sur le trimestre, mais se contractent sensiblement sur la période (- 6,8 % en glissement annuel), à la suite notamment de la baisse des comptes ordinaires débiteurs (- 8,6 % sur un an).

A l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent une hausse (+ 2,2 % sur le trimestre et + 5,2 % sur l'année) grâce à des débloqués de crédit sur quelques projets de taille importante.

L'analyse sectorielle de la centrale des risques laisse apparaître au deuxième trimestre 2012 une baisse significative des engagements en faveur du secteur de l'hôtellerie-restauration (baisse des découverts et des engagements hors bilan), ainsi que des services avec notamment l'apurement de plusieurs crédits sur des activités immobilières. A l'inverse, le secteur des transports enregistre une hausse de ses encours imputable au projet d'acquisition d'un bateau.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



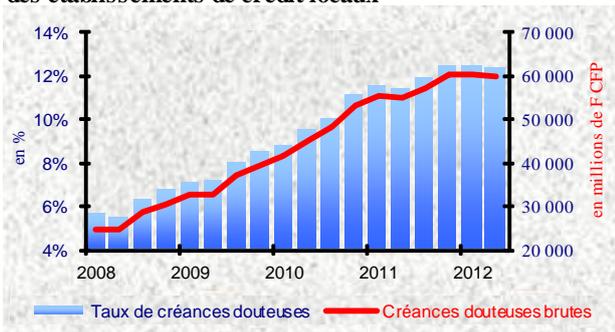
Recul des crédits aux collectivités locales sur le trimestre, croissance sur l'année

L'encours sain des crédits aux collectivités locales observe un repli de 3,4 % sur le trimestre (apurement des crédits de trésorerie) mais une progression de 3 % en glissement annuel. L'encours nouveau porte sur le financement de l'investissement.

Stabilité du taux de sinistralité des agents économiques polynésiens sur le trimestre

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se maintient au 30 juin 2012, avec un niveau de créances douteuses brutes relativement stable à 60 milliards de F CFP sur trois trimestres. Le taux des créances douteuses et litigieuses reste toujours élevé et représente 12,3 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (contre 11,3 % en juin 2011). Pour sa part, le taux de provisionnement s'affiche à 50,4 % (+ 1,5 point sur le trimestre et - 0,9 point sur un an).

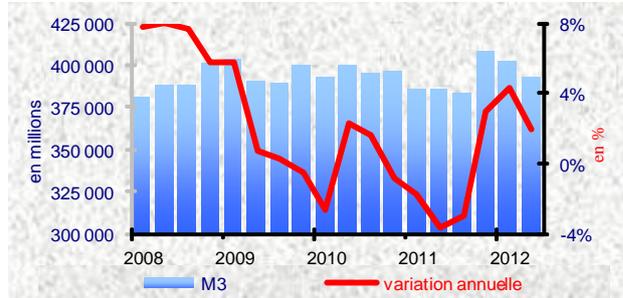
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Recul de la masse monétaire sur le trimestre

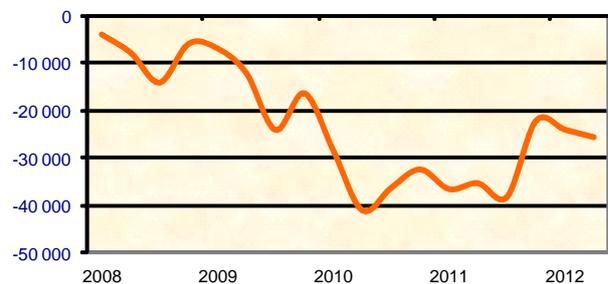
S'établissant à 392,4 milliards de F CFP au 30 juin 2012, la masse monétaire M3 s'affiche en repli de 2,4 % sur le trimestre, en lien avec la diminution des dépôts à terme et des dépôts à vue.

Evolution de la masse monétaire M3



Au deuxième trimestre 2012, les banques de la place sont confrontées à une baisse de leurs avoirs hors zone plus importante que celle de leurs engagements hors zone. Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local se creuse pour le deuxième trimestre consécutif. Celle-ci s'établit à - 25,7 milliards de F CFP contre - 24,1 milliards de F CFP au 31 mars 2012 (- 22,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2011).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

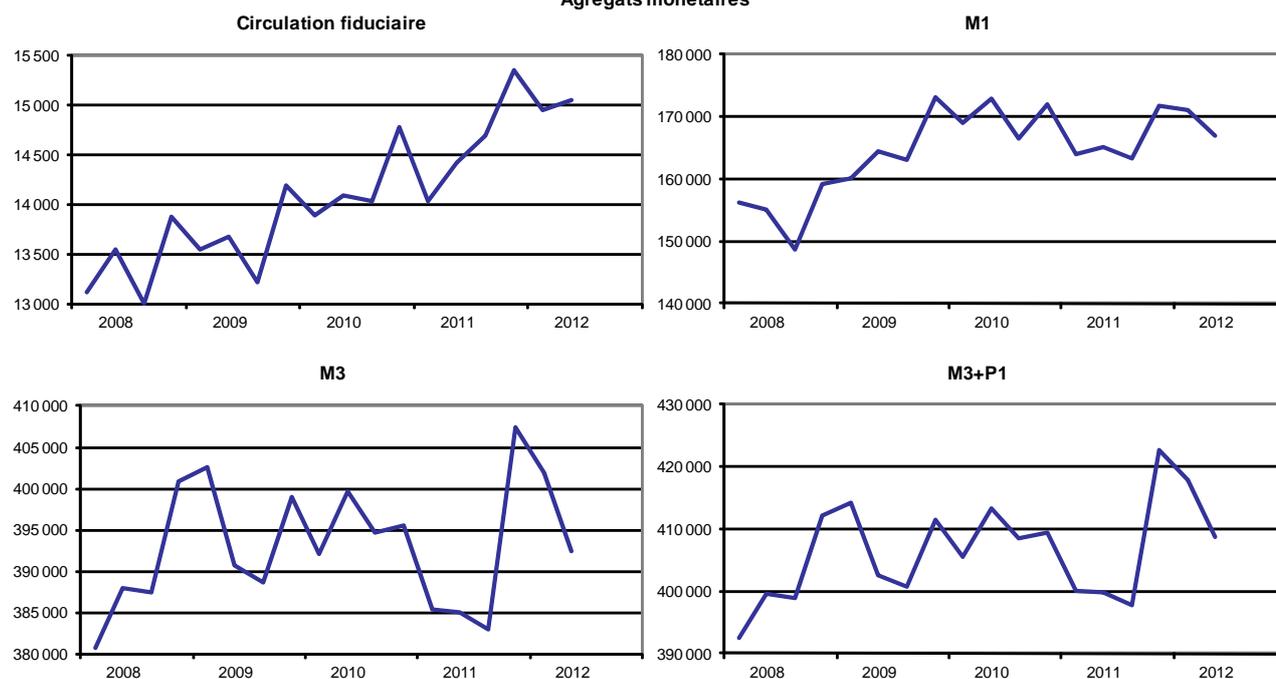
Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 03
Industrie	05 à 39
Construction	41 à 43
Commerce	45 à 47
Hôtellerie - Restauration	55-56
Transport	49 à 51
Services	52-53, 58 à 99

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	13 124	13 541	13 681	14 097	14 422	14 697	15 359	14 958	15 051	0,6%	4,4%	
Billets	11 299	11 638	11 715	12 092	12 378	12 640	13 267	12 874	12 954	0,6%	4,7%	
Pièces	1 825	1 903	1 966	2 005	2 044	2 057	2 092	2 084	2 097	0,6%	2,6%	
Dépôts à vue	137 715	141 450	150 686	158 774	150 773	148 556	156 507	156 086	151 811	-2,7%	0,7%	
TOTAL M1	150 839	154 991	164 367	172 871	165 194	163 252	171 866	171 043	166 861	-2,4%	1,0%	
M2-M1	69 128	63 117	98 219	110 362	104 945	101 382	100 998	99 891	99 126	-0,8%	-5,5%	
Comptes sur livrets	68 913	62 906	98 013	110 138	104 641	101 078	100 684	99 574	98 774	-0,8%	-5,6%	
Comptes épargne logement	215	211	206	224	305	305	314	317	351	10,9%	15,3%	
TOTAL M2	219 967	218 109	262 586	283 233	270 140	264 635	272 864	270 934	265 987	-1,8%	-1,5%	
M3-M2	139 129	169 839	128 054	116 347	114 831	118 338	134 571	130 898	126 382	-3,4%	10,1%	
Dépôts à terme	128 250	158 113	119 157	111 979	112 014	114 642	129 117	127 466	121 197	-4,9%	8,2%	
Titres de créance négociables	2 662	1 687	935	383	85	1 015	3 200	1 200	3 130	160,8%	n.s.	
Bons de caisse	8 217	10 040	7 963	3 985	2 732	2 681	2 254	2 232	2 055	-7,9%	-24,8%	
Total M3	359 097	387 948	390 640	399 580	384 971	382 973	407 435	401 832	392 370	-2,4%	1,9%	
P1	11 848	11 625	11 927	13 681	14 910	14 895	15 195	16 041	16 288	1,5%	9,2%	
Plans d'épargne logement	11 848	11 625	11 927	13 681	14 910	14 895	15 195	16 041	16 288	1,5%	9,2%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	370 945	399 573	402 568	413 261	399 881	397 868	422 630	417 873	408 658	-2,2%	2,2%	

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
En nombre	5 841 375	6 283 546	6 637 721	7 074 629	7 315 298	7 299 693	7 633 110	7 333 252	7 484 047	2,1%	2,3%	
10 000 F CFP	945 295	982 510	1 060 847	1 089 300	1 087 681	1 080 433	1 196 660	1 142 635	1 168 548	2,3%	7,4%	
5 000 F CFP	532 155	509 184	527 839	492 983	464 612	458 102	510 395	448 282	486 179	8,5%	4,6%	
1 000 F CFP	2 996 424	3 271 268	3 454 797	3 739 780	3 852 517	3 848 563	3 983 997	3 853 994	3 934 989	2,1%	2,1%	
500 F CFP	1 367 501	1 520 584	1 594 238	1 752 566	1 910 488	1 912 595	1 942 058	1 888 341	1 894 331	0,3%	-0,8%	
En millions de F CFP	15 794	16 403	17 500	17 974	18 008	17 900	19 474	18 466	18 999	2,9%	5,5%	
10 000 F CFP	9 453	9 825	10 608	10 893	10 877	10 804	11 967	11 426	11 685	2,3%	7,4%	
5 000 F CFP	2 661	2 546	2 639	2 465	2 323	2 291	2 552	2 241	2 431	8,5%	4,6%	
1 000 F CFP	2 996	3 271	3 455	3 740	3 853	3 849	3 984	3 854	3 935	2,1%	2,1%	
500 F CFP	684	760	797	876	955	956	971	944	947	0,3%	-0,8%	

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
En nombre	158 760 649	165 786 220	171 043 046	174 459 254	179 389 994	180 241 429	181 812 024	182 285 488	183 138 098	0,5%	2,1%	
100 F CFP	10 010 271	10 429 798	10 817 328	10 963 270	11 228 065	11 308 822	11 546 820	11 463 575	11 536 048	0,6%	2,7%	
50 F CFP	4 232 049	4 470 302	4 565 326	4 632 190	4 724 688	4 748 936	4 835 431	4 821 933	4 844 681	0,5%	2,5%	
20 F CFP	11 228 989	11 587 021	11 902 600	12 058 046	12 343 940	12 384 459	12 552 937	12 530 439	12 596 687	0,5%	2,0%	
10 F CFP	15 581 965	16 252 474	16 787 553	17 092 558	17 546 147	17 673 624	17 910 127	17 937 144	18 085 099	0,8%	3,1%	
5 F CFP	17 983 775	18 787 009	19 487 027	19 903 825	20 411 435	20 499 438	20 653 820	20 735 020	20 824 205	0,4%	2,0%	
2 F CFP	41 973 339	44 023 473	45 413 367	46 321 448	47 634 043	47 839 541	48 124 388	48 354 888	48 561 889	0,4%	1,9%	
1 F CFP	57 750 261	60 236 143	62 069 845	63 487 917	65 501 676	65 786 609	66 188 501	66 442 489	66 689 489	0,4%	1,8%	
En millions de F CFP	1 825	1 903	1 966	1 996	2 044	2 057	2 092	2 084	2 097	0,6%	2,6%	
100 F CFP	1 001	1 043	1 082	1 096	1 123	1 131	1 155	1 146	1 154	0,6%	2,7%	
50 F CFP	212	224	228	232	236	237	242	241	242	0,5%	2,5%	
20 F CFP	225	232	238	241	247	248	251	251	252	0,5%	2,0%	
10 F CFP	156	163	168	171	175	177	179	179	181	0,8%	3,1%	
5 F CFP	90	94	97	100	102	102	103	104	104	0,4%	2,0%	
2 F CFP	84	88	91	93	95	96	96	97	97	0,4%	1,9%	
1 F CFP	58	60	62	63	66	66	66	66	67	0,4%	1,8%	

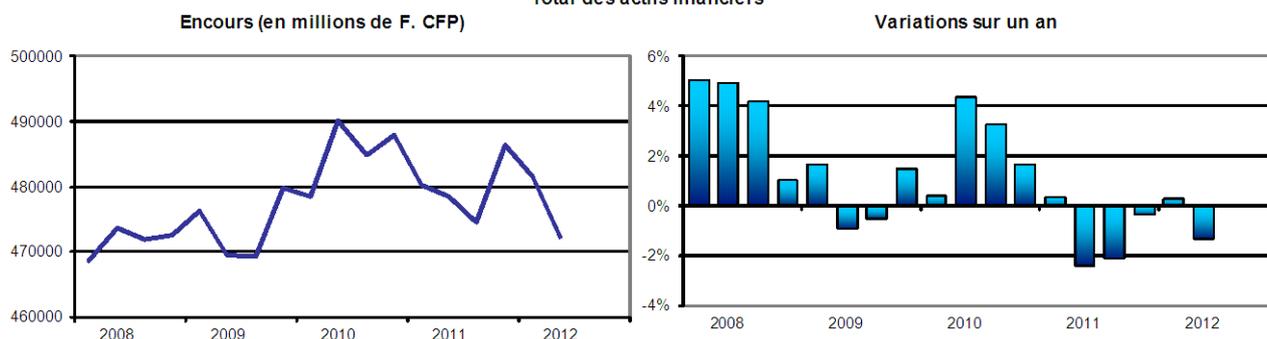
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	105 784	123 314	130 431	131 955	108 686	115 277	127 653	121 543	116 228	-4,4%	6,9%	
Institut d'émission	25 797	27 738	28 807	39 631	30 400	28 861	32 798	32 205	30 069	-6,6%	-1,1%	
Etablissements de crédit	79 988	95 576	101 624	92 324	78 286	86 416	94 855	89 338	86 159	-3,6%	10,1%	
Créances du Trésor public	9 031	8 788	8 019	5 579	4 582	5 230	5 366	5 276	5 633	6,8%	22,9%	
Concours sur ressources monétaires	244 288	255 846	252 191	262 046	271 703	262 466	274 415	275 013	270 509	-1,6%	-0,4%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	412 918	448 762	458 510	478 644	483 250	483 240	484 665	483 979	484 695	0,1%	0,3%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	168 631	192 916	206 320	216 598	211 547	220 774	210 250	208 965	214 186	2,5%	1,2%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	32 685	34 127	37 739	37 929	41 240	41 524	42 355	42 468	44 066	3,8%	6,9%	
Provisions sur créances douteuses	15 043	15 520	18 718	24 121	28 074	28 627	28 882	29 381	30 002	2,1%	6,9%	
Engagements hors zone d'émission	82 554	103 405	113 799	133 600	113 782	124 864	117 117	113 471	111 881	-1,4%	-1,7%	
Epargne contractuelle	11 848	11 625	11 927	13 681	14 910	14 895	15 195	16 041	16 288	1,5%	9,2%	
Divers	26 501	28 238	24 137	7 268	13 540	10 864	6 701	7 604	11 949	57,1%	-11,8%	
Total M3	359 103	387 948	390 640	399 580	384 971	382 973	407 435	401 832	392 370	-2,4%	1,9%	
Position extérieure nette	-2 566	-7 829	-12 175	-41 276	-35 496	-38 448	-22 262	-24 134	-25 722	6,6%	-27,5%	

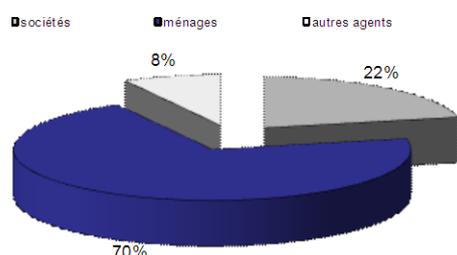
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Sociétés	90 624	99 308	97 020	108 524	104 598	105 114	107 996	101 340	102 036	0,7%	-2,4%
Dépôts à vue	48 664	50 771	56 779	64 670	63 810	63 111	67 372	64 248	62 893	-2,1%	-1,4%
Placements liquides ou à court terme	40 530	47 769	39 198	43 318	40 498	41 508	40 273	36 699	38 804	5,7%	-4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2	0	0	0	0	0	0	0	0		-100,0%
Placements indexés sur les taux du marché	40 528	47 768	39 198	43 318	40 498	41 508	40 273	36 699	38 804	5,7%	-4,2%
dont comptes à terme	29 262	35 637	31 729	39 375	38 669	39 332	35 977	34 398	34 645	0,7%	-10,4%
dont OPCVM monétaires	4 825	5 143	2 384	2 266	1 168	427	365	343	343	0,1%	-70,6%
dont certificats de dépôts	2 662	1 687	935	383	85	1 015	3 200	1 200	3 130	160,8%	3582,4%
Epargne à long terme	1 431	768	1 043	536	290	495	352	392	339	-13,6%	16,9%
dont OPCVM non monétaires	1 300	639	292	364	9	250	163	174	237	36,5%	2664,0%
Ménages	308 054	316 940	320 225	326 827	332 106	328 554	332 493	333 868	332 856	-0,3%	0,2%
Dépôts à vue	72 148	70 960	75 395	73 862	74 373	72 336	73 972	73 268	74 584	1,8%	0,3%
Placements liquides ou à court terme	160 619	176 222	174 059	171 545	166 171	165 308	167 140	168 532	165 554	-1,8%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	66 626	60 742	95 735	107 751	102 498	98 538	98 592	97 539	97 026	-0,5%	-5,3%
Livrets ordinaires	66 411	60 530	95 529	107 527	102 194	98 233	98 278	97 222	96 674	-0,6%	-5,4%
Comptes d'épargne logement	215	211	206	224	304	304	314	317	351	10,9%	15,4%
Placements indexés sur les taux du marché	93 993	115 481	78 323	63 794	63 673	66 770	68 548	70 993	68 529	-3,5%	7,6%
dont comptes à terme	85 253	104 854	68 784	58 022	59 380	62 963	65 317	68 049	65 964	-3,1%	11,1%
dont bons de caisse	4 435	4 730	3 810	2 689	2 155	1 945	1 517	1 467	1 363	-7,1%	-36,7%
dont OPCVM monétaires	4 305	5 897	5 729	3 084	2 138	1 862	1 714	1 477	1 201	-18,7%	-43,8%
Epargne à long terme	75 287	69 758	70 771	81 420	91 562	90 910	91 380	92 068	92 717	0,7%	1,3%
Plans d'épargne logement	11 848	11 625	11 927	13 681	14 849	14 872	15 172	16 013	16 260	1,5%	9,5%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Portefeuille-titres	3 566	2 247	4 024	5 504	5 677	5 215	5 284	5 759	5 603	-2,7%	-1,3%
OPCVM non monétaires	15 833	9 122	6 324	6 066	5 805	5 124	5 058	5 039	4 734	-6,1%	-18,4%
Contrats d'assurance-vie	44 040	46 764	48 496	56 168	65 231	65 699	65 867	65 257	66 121	1,3%	1,4%
Autres agents	52 664	57 470	52 149	54 771	41 796	40 861	45 994	46 420	37 490	-19,2%	-10,3%
Dépôts à vue	16 903	19 719	18 511	20 242	12 590	13 109	15 163	18 569	14 334	-22,8%	13,9%
Placements liquides ou à court terme	21 020	25 551	22 016	21 697	16 620	15 632	30 639	27 655	22 973	-16,9%	38,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 500	2 375	2 484	2 611	2 447	2 844	2 406	2 352	2 100	-10,7%	-14,2%
Placements indexés sur les taux du marché	18 520	23 175	19 532	19 086	14 173	12 788	28 233	25 303	20 873	-17,5%	47,3%
dont comptes à terme	13 735	17 622	18 643	14 582	13 964	12 348	27 822	25 019	20 588	-17,7%	47,4%
Epargne à long terme	14 740	12 200	11 621	12 832	12 586	12 120	192	196	184	-6,6%	-98,5%
TOTAL	451 343	473 718	469 394	490 122	478 500	474 529	486 483	481 629	472 382	-1,9%	-1,3%
Dépôts à vue	137 715	141 450	150 686	158 774	150 773	148 556	156 507	156 086	151 811	-2,7%	0,7%
Placements liquides ou à court terme	222 169	249 542	235 273	236 560	223 289	222 448	238 052	232 887	227 331	-2,4%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	69 128	63 117	98 219	110 362	104 945	101 382	100 998	99 891	99 126	-0,8%	-5,5%
Placements indexés sur les taux du marché	153 041	186 424	137 054	126 198	118 344	121 066	137 054	132 996	128 206	-3,6%	8,3%
Epargne à long terme	91 459	82 726	83 435	94 787	104 438	103 525	91 924	92 656	93 240	0,6%	-10,7%

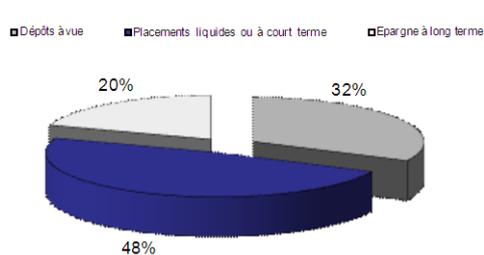
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique
juin-12



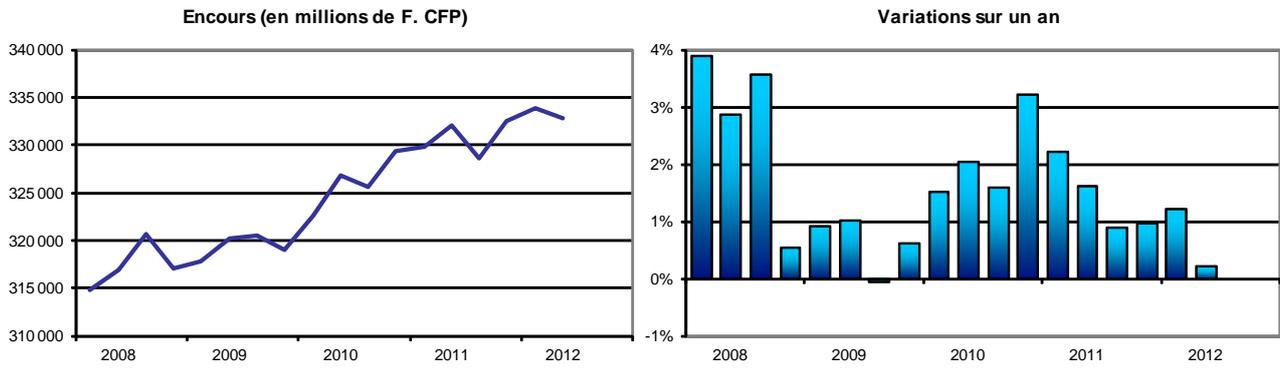
Répartition des actifs financiers par nature
juin-12



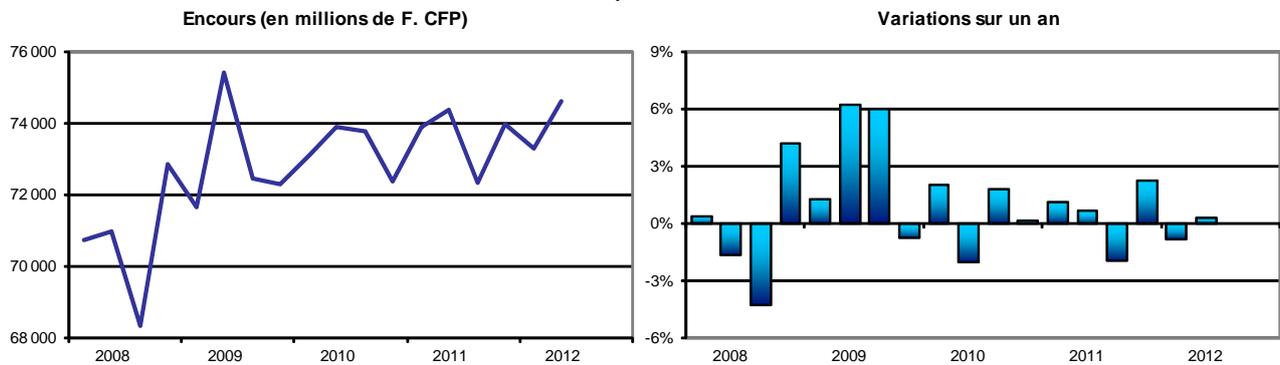
Conjoncture financière et bancaire

2.1 Les avoirs des ménages

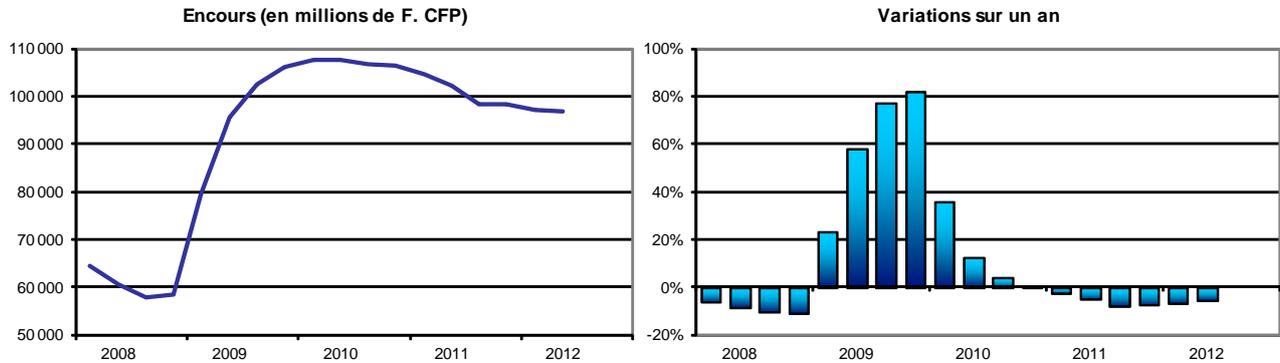
Total des actifs financiers



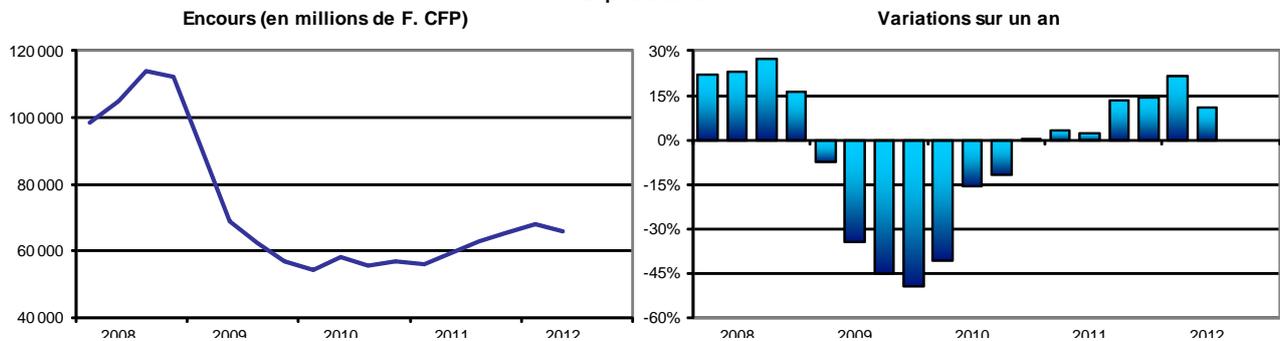
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

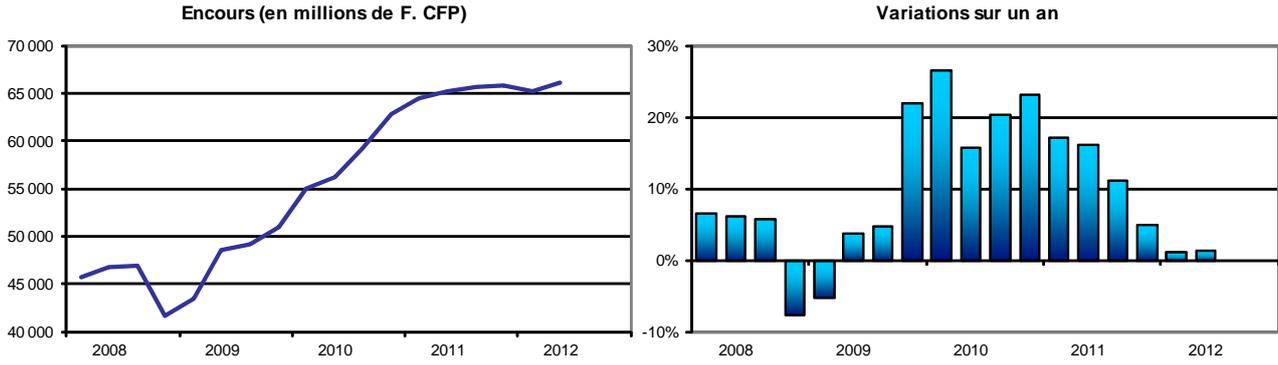


Dépôts à terme

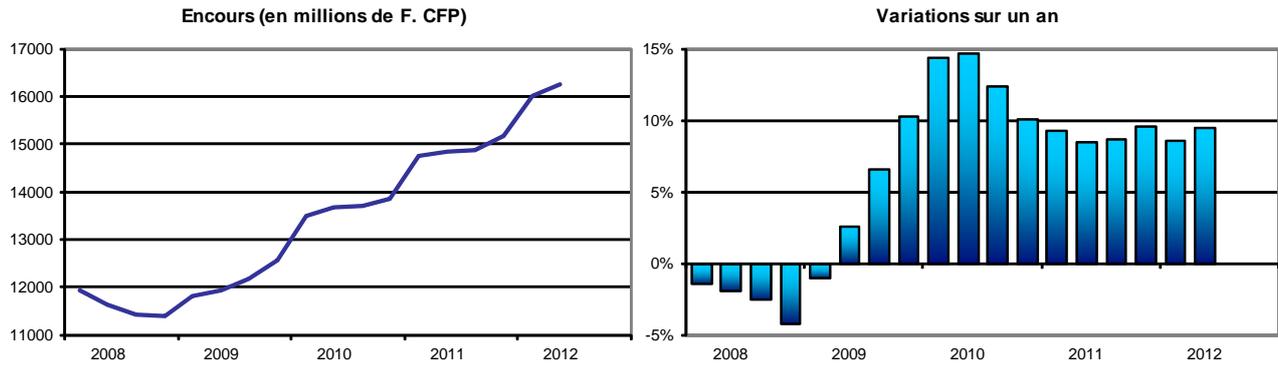


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie



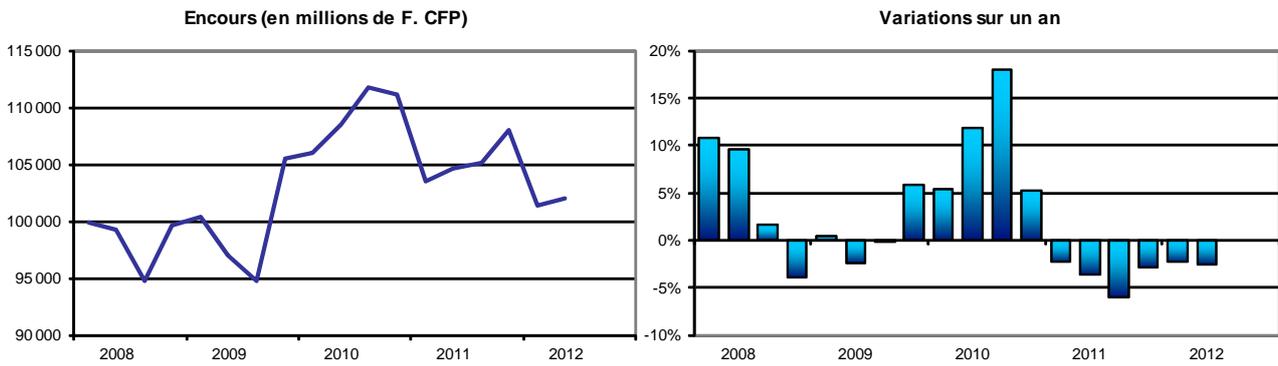
Plans d'épargne logement



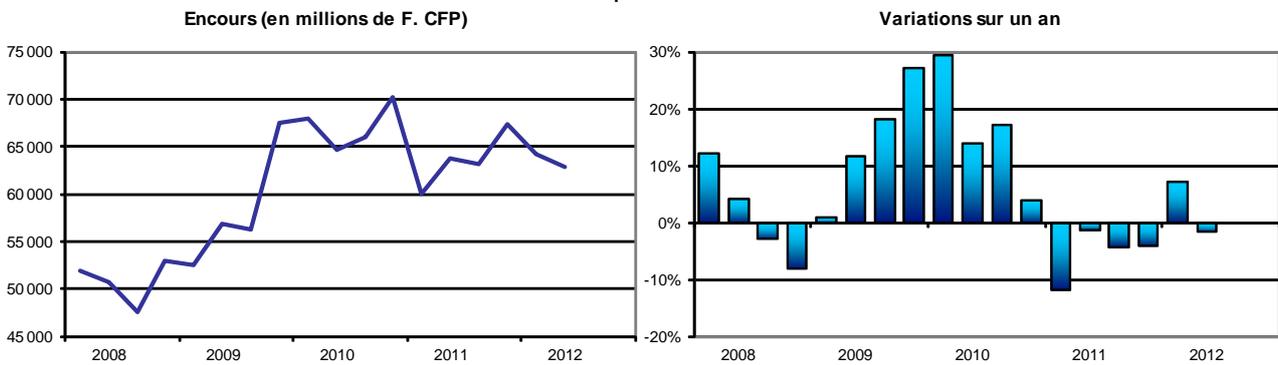
Conjoncture financière et bancaire

2.2 Les avoirs des sociétés

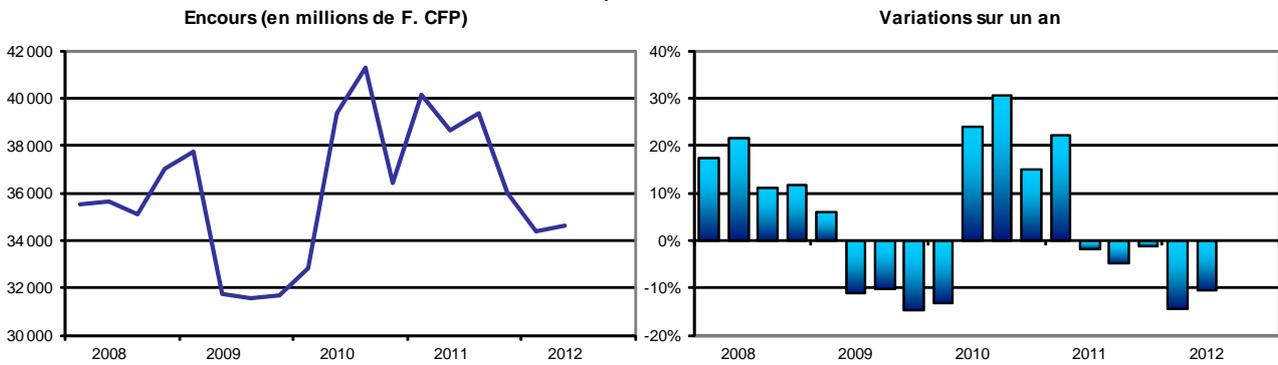
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

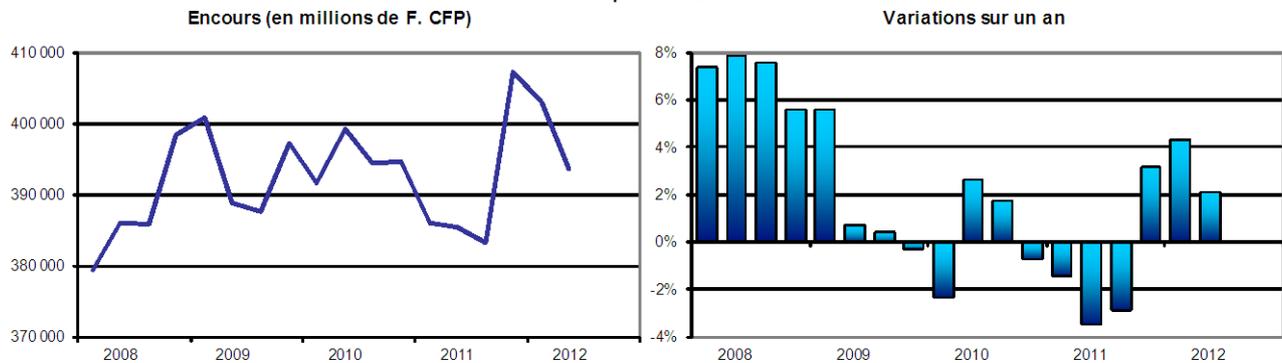


Conjoncture financière et bancaire

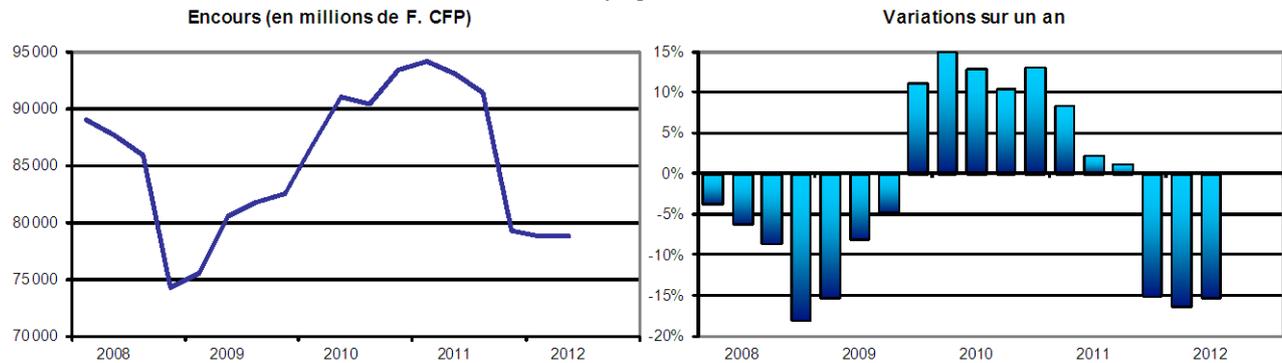
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	357 821	386 032	388 887	399 165	385 460	383 172	407 271	402 915	393 607	-2,3%	2,1%	
Dépôts à vue	137 715	141 450	150 686	158 774	150 773	148 556	156 507	156 086	151 811	-2,7%	0,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	80 977	74 743	110 147	124 043	119 856	116 278	116 193	115 931	115 414	-0,4%	-3,7%	
Livrets ordinaires	67 674	61 715	97 186	110 003	105 055	100 687	100 684	99 574	98 774	-0,8%	-6,0%	
Comptes d'épargne logement	215	211	206	224	305	305	314	317	351	10,9%	15,3%	
Plans d'épargne logement	11 848	11 625	11 927	13 681	14 910	14 895	15 195	16 041	16 288	1,5%	9,2%	
Dépôts à terme	128 250	158 113	119 157	111 979	112 014	114 642	129 117	127 466	121 197	-4,9%	8,2%	
Bons de caisse	8 217	10 040	7 963	3 985	2 732	2 681	2 254	2 232	2 055	-7,9%	-24,8%	
Titres de créances négociables	2 662	1 687	935	383	85	1 015	3 200	1 200	3 130	160,8%	n.s.	
Epargne hors zone d'émission	93 522	87 686	80 507	90 958	93 040	91 358	79 212	78 714	78 775	0,1%	-15,3%	
Actions	3 212	2 189	2 074	2 705	2 967	2 500	2 455	2 730	2 307	-15,5%	-22,2%	
Obligations	605	245	2 740	3 094	3 083	3 035	3 159	3 387	3 526	4,1%	14,4%	
OPCVM monétaires	13 911	16 585	8 999	9 851	3 513	2 727	2 483	2 098	1 823	-13,1%	-48,1%	
OPCVM non monétaires	31 753	21 903	18 198	19 139	18 247	17 397	5 248	5 242	4 997	-4,7%	-72,6%	
Contrats d'assurance-vie	44 040	46 764	48 496	56 168	65 231	65 699	65 867	65 257	66 121	1,3%	1,4%	
TOTAL	451 343	473 718	469 394	490 122	478 500	474 529	486 483	481 629	472 382	-1,9%	-1,3%	

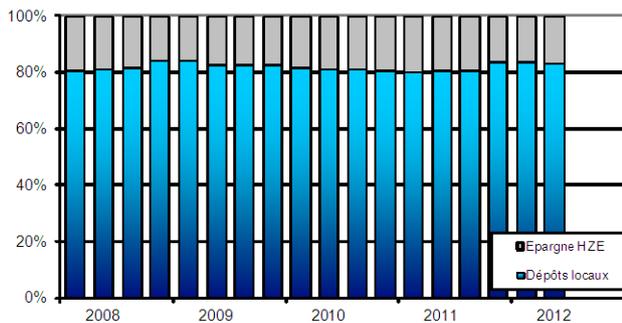
Dépôts locaux



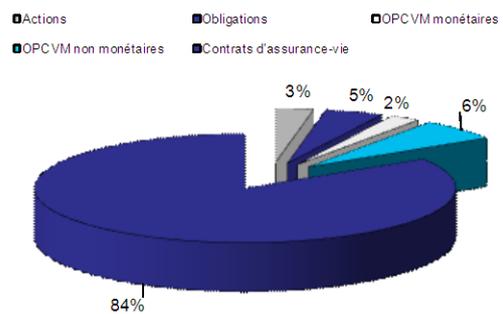
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



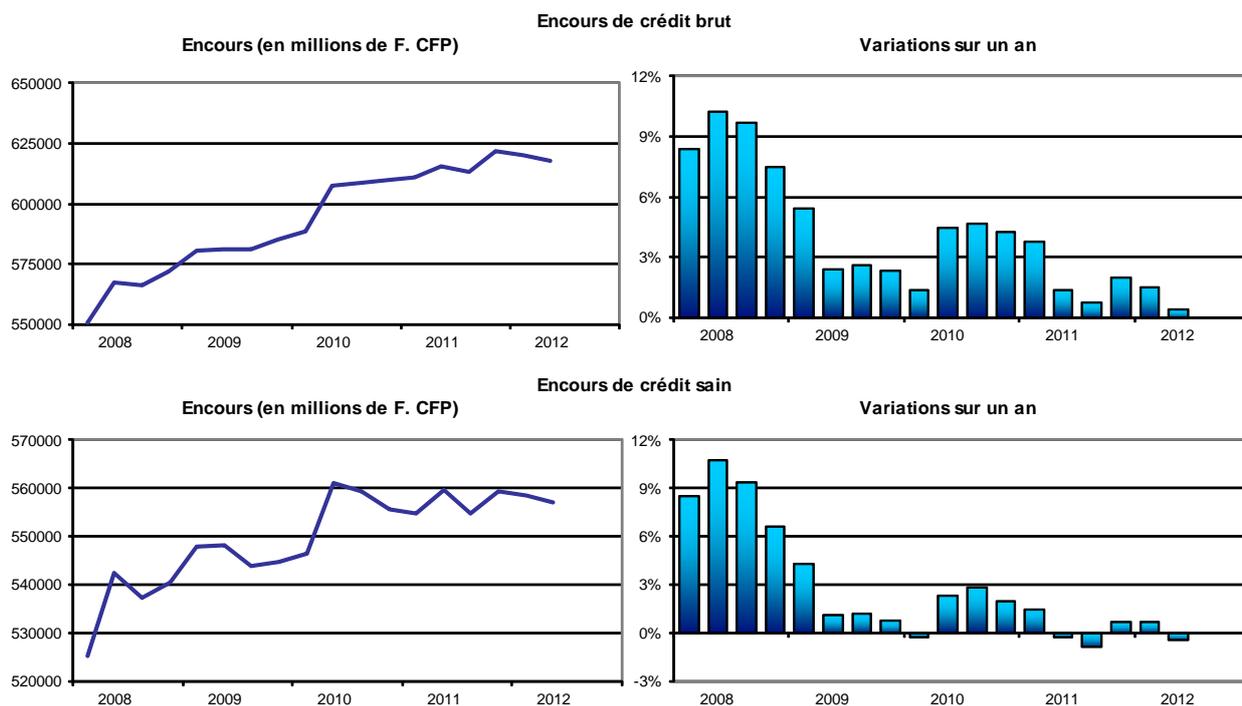
Répartition de l'épargne HZE juin-12



3. L'endettement des agents économiques

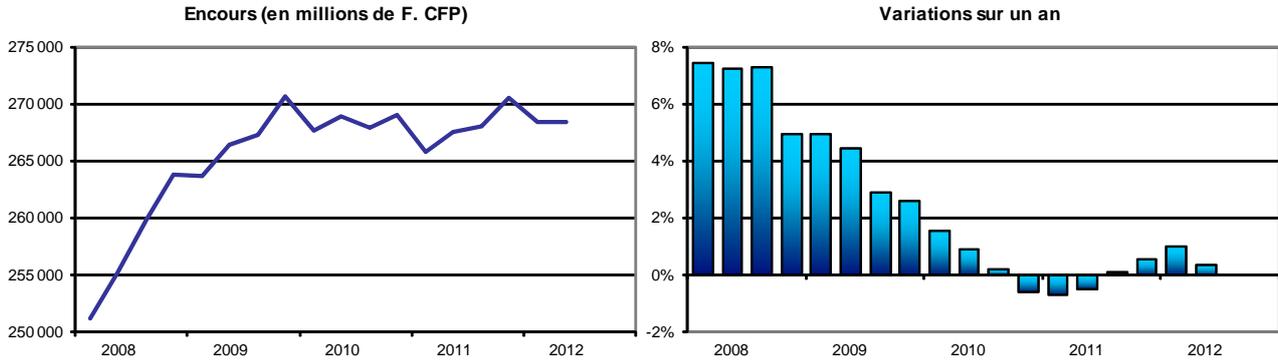
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	172 010	191 533	191 734	193 049	189 287	187 153	181 926	181 562	182 861	0,7%	-3,4%
Crédits d'exploitation	69 650	77 874	83 970	94 072	94 858	93 335	88 669	88 718	88 370	-0,4%	-6,8%
<i>Créances commerciales</i>	4 083	4 591	3 600	3 323	2 753	3 081	2 995	2 504	2 744	9,6%	-0,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 888	42 824	42 557	49 787	49 304	49 362	46 751	43 999	46 517	5,7%	-5,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 427	4 982	4 479	3 693	3 684	3 613	4 070	3 390	3 336	-1,6%	-9,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 679	30 460	37 813	40 962	42 801	40 892	38 923	42 215	39 109	-7,4%	-8,6%
Crédits d'investissement	64 744	67 751	72 279	66 551	63 601	64 677	66 117	65 453	66 887	2,2%	5,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	60 348	65 658	70 370	64 899	62 313	63 460	64 974	64 350	65 830	2,3%	5,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 426	5 950	5 588	5 461	5 079	5 007	4 907	4 749	4 574	-3,7%	-9,9%
<i>Crédit-bail</i>	4 396	2 093	1 909	1 652	1 288	1 217	1 144	1 103	1 057	-4,2%	-17,9%
Crédits à l'habitat	14 151	18 911	21 305	18 716	18 787	17 972	17 711	17 992	18 195	1,1%	-3,1%
Autres crédits	23 465	26 996	14 180	13 710	12 041	11 168	9 428	9 399	9 408	0,1%	-21,9%
Ménages	237 810	255 083	266 432	268 824	267 444	268 061	270 491	268 408	268 363	0,0%	0,3%
Crédits à la consommation	93 261	101 195	102 750	98 818	93 777	92 163	91 984	89 356	88 394	-1,1%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	84 526	93 305	95 073	92 362	87 490	86 295	86 089	83 819	83 063	-0,9%	-5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 763	4 947	5 119	4 319	4 296	3 917	3 927	3 613	3 602	-0,3%	-16,2%
<i>Crédit-bail</i>	2 972	2 943	2 558	2 137	1 991	1 950	1 968	1 923	1 729	-10,1%	-13,1%
Crédits à l'habitat	136 276	146 803	156 777	163 912	167 309	169 416	171 790	172 086	172 779	0,4%	3,3%
Autres crédits	8 274	7 086	6 905	6 094	6 358	6 482	6 718	6 966	7 190	3,2%	13,1%
Collectivités locales	66 689	81 222	82 968	90 545	92 519	90 421	97 944	98 576	95 250	-3,4%	3,0%
Crédits d'exploitation	3 009	3 684	1 329	741	632	659	4 227	4 288	961	-77,6%	52,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 834	3 479	1 078	706	560	658	4 174	4 273	961	-77,5%	71,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	175	205	251	35	72	0	52	15	0	ns	-99,9%
Crédits d'investissement	60 591	74 748	78 962	86 301	88 677	86 555	92 103	92 691	92 826	0,1%	4,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	60 591	74 748	78 958	86 301	88 677	86 555	92 103	92 691	92 826	0,1%	4,7%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	3	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 834	1 795	1 801	3 177	2 982	2 983	1 263	1 262	1 197	-5,2%	-59,9%
Autres crédits	1 254	996	877	326	228	224	351	335	266	-20,7%	16,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 049	14 484	7 163	8 689	10 278	9 015	9 135	9 859	10 579	7,3%	2,9%
Total encours sain	489 558	542 323	548 298	561 107	559 528	554 649	559 495	558 404	557 052	-0,2%	-0,4%
Créances douteuses brutes	25 090	25 082	32 955	46 096	55 844	58 466	62 456	61 773	60 789	-1,6%	8,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 628	9 452	14 127	21 866	27 537	29 497	33 360	32 172	30 575	-5,0%	11,0%
<i>dont entreprises</i>	4 312	4 052	8 242	15 456	20 675	21 513	24 916	24 362	21 506	-11,7%	4,0%
<i>dont ménages</i>	5 138	5 228	5 870	6 297	6 717	7 794	7 778	7 762	8 397	8,2%	25,0%
<i>Provisions</i>	15 462	15 630	18 828	24 231	28 307	28 968	29 096	29 600	30 214	2,1%	6,7%
Total encours brut	514 648	567 404	581 253	607 203	615 372	613 114	621 952	620 177	617 841	-0,4%	0,4%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,4%	5,7%	7,6%	9,1%	9,5%	10,0%	10,0%	9,8%	-0,1 pt	0,8 pt
Taux de provisionnement	61,6%	62,3%	57,1%	52,6%	50,7%	49,5%	46,6%	47,9%	49,7%	1,8 pt	-1 pt

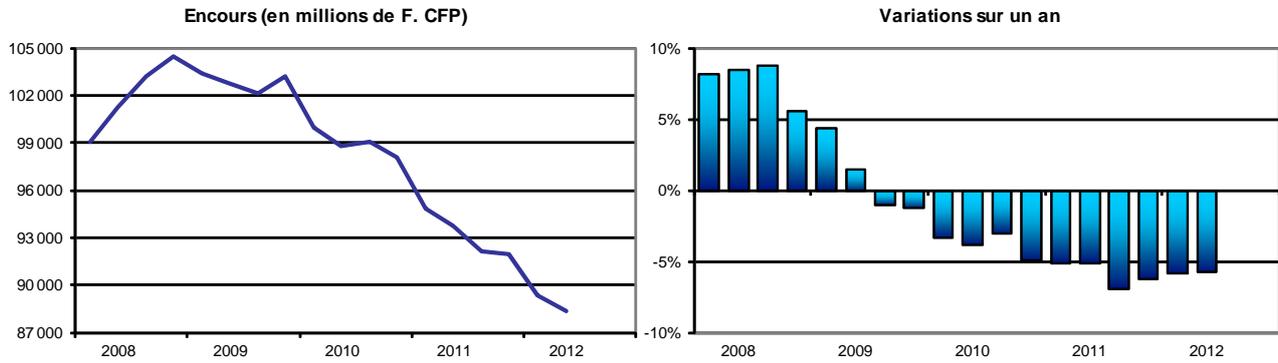


L'endettement des ménages

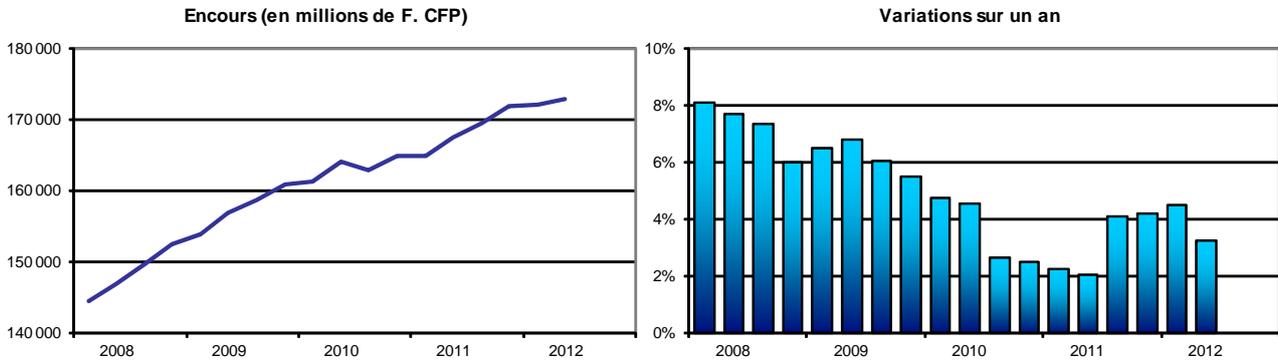
Encours de crédit sain



Crédit à la consommation

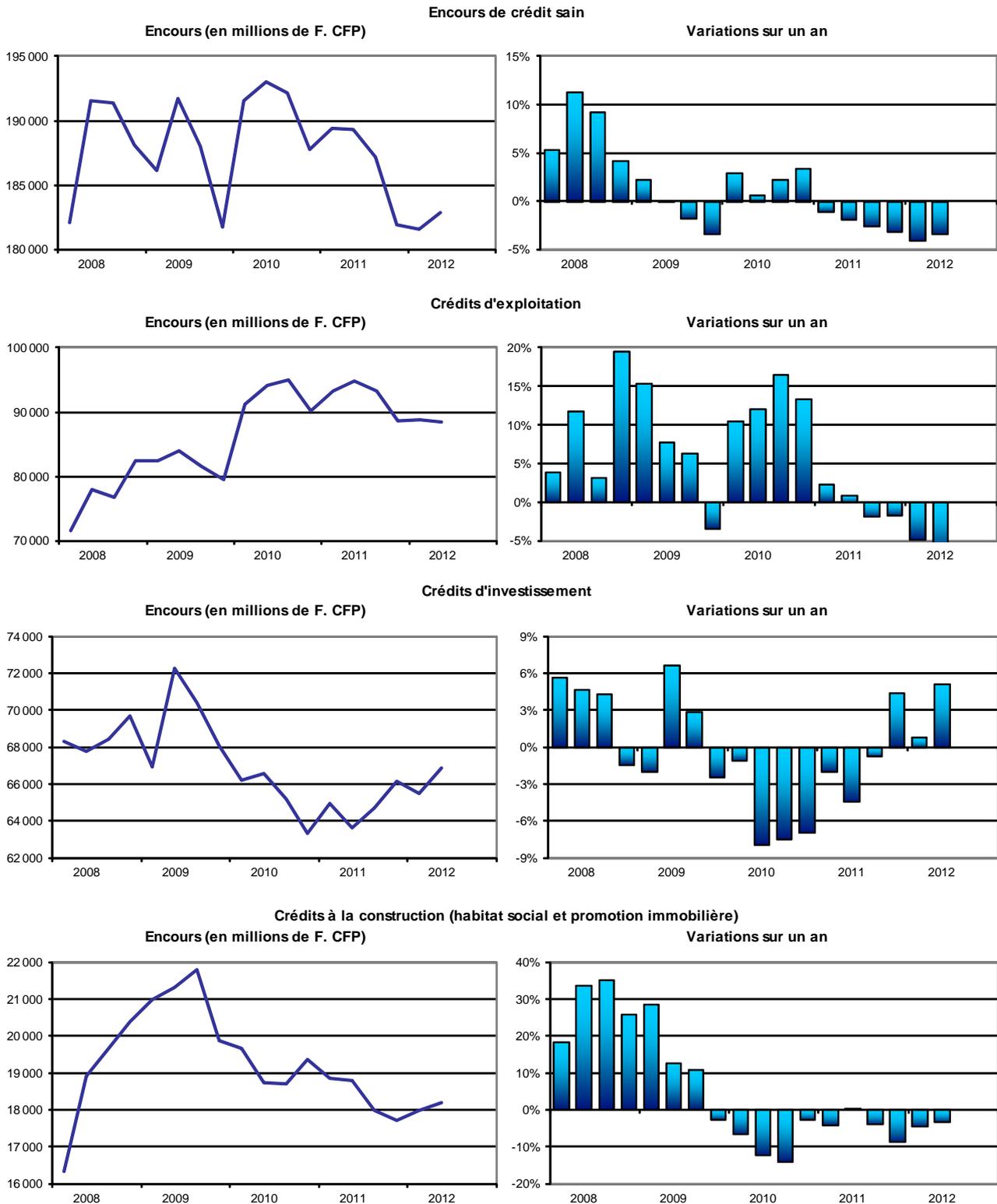


Crédit à l'habitat

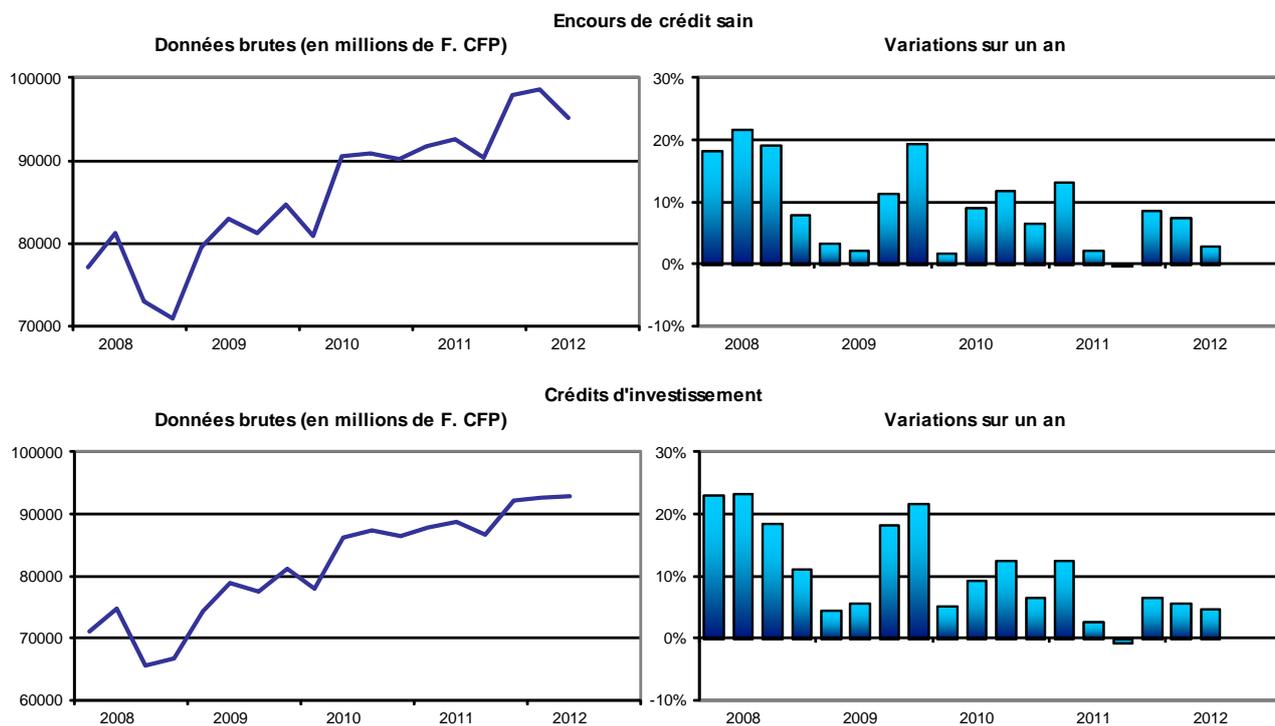


Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

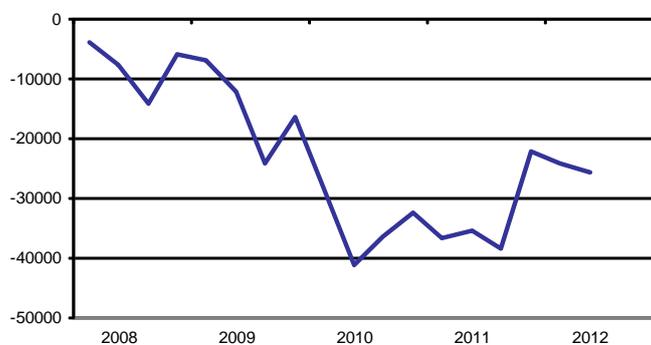
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	158 932	178 058	178 817	181 645	178 286	175 643	171 330	171 891	171 851	0,0%	-3,6%
Crédits d'exploitation	69 409	77 608	83 785	93 886	93 732	92 213	87 545	88 400	88 132	-0,3%	-6,0%
<i>Créances commerciales</i>	4 083	4 591	3 600	3 323	2 657	2 984	2 898	2 407	2 634	9,4%	-0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 716	42 699	42 557	49 787	49 304	49 361	46 751	43 998	46 516	5,7%	-5,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 427	4 982	4 479	3 693	3 684	3 613	4 070	3 390	3 336	-1,6%	-9,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 611	30 318	37 628	40 777	41 771	39 868	37 896	41 995	38 982	-7,2%	-6,7%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	52 544	55 026	59 547	55 333	53 748	54 310	56 666	56 120	56 979	1,5%	6,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	50 398	53 297	57 941	53 970	52 745	53 374	55 800	55 295	56 187	1,6%	6,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 414	5 934	5 582	5 457	5 025	4 951	4 853	4 695	4 574	-2,6%	-9,0%
<i>Crédit-bail</i>	2 146	1 729	1 606	1 363	1 003	935	866	825	792	-4,0%	-21,0%
Crédits à l'habitat	14 151	18 911	21 305	18 716	18 766	17 952	17 691	17 972	17 332	-3,6%	-7,6%
Autres crédits	22 828	26 513	14 180	13 710	12 041	11 168	9 428	9 399	9 408	0,1%	-21,9%
Ménages	210 918	225 760	235 821	234 475	232 795	233 085	235 533	233 386	233 473	0,0%	0,3%
Crédits à la consommation	89 165	96 748	97 965	93 455	88 244	86 522	86 341	83 708	82 743	-1,2%	-6,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	80 430	88 858	90 288	86 999	81 962	80 656	80 448	78 173	77 414	-1,0%	-5,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 763	4 947	5 119	4 319	4 296	3 917	3 927	3 613	3 602	-0,3%	-16,2%
<i>Crédit-bail</i>	2 972	2 943	2 558	2 137	1 987	1 948	1 967	1 923	1 727	-10,2%	-13,1%
Crédits à l'habitat	113 480	121 926	130 951	134 927	138 192	140 082	142 474	142 711	143 539	0,6%	3,9%
Autres crédits	8 274	7 086	6 905	6 094	6 358	6 482	6 718	6 966	7 190	3,2%	13,1%
Collectivités locales	6 218	6 407	4 594	8 706	8 498	8 361	9 295	9 293	9 484	2,1%	11,6%
Crédits d'exploitation	3 009	2 855	1 329	741	632	659	647	708	961	35,8%	52,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 834	2 650	1 078	706	560	658	594	693	961	38,7%	71,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	175	205	251	35	72	0	52	15	0	-99,8%	-99,9%
Crédits d'investissement	2 798	3 170	2 801	7 572	7 277	7 118	8 088	8 043	8 002	-0,5%	10,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 798	3 170	2 801	7 572	7 277	7 118	8 088	8 043	8 002	-0,5%	10,0%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	74	71	67	67	361	359	341	339	321	-5,3%	-11,0%
Autres crédits	336	311	397	326	228	224	220	204	199	-2,3%	-12,7%
Autres agents de CCB non ventilés	12 883	14 232	6 666	8 689	10 278	9 015	8 947	9 375	10 385	10,8%	1,0%
Total encours sain	388 952	424 457	425 897	433 515	429 857	426 103	425 105	423 945	425 193	0,3%	-1,1%
Créances douteuses brutes	23 940	24 385	32 545	45 113	54 748	57 162	60 034	60 052	59 520	-0,9%	8,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 896	8 865	13 827	20 992	26 674	28 535	31 152	30 671	29 518	-3,8%	10,7%
<i>dont entreprises</i>	3 869	3 709	8 242	15 077	20 156	20 999	23 647	23 161	21 395	-7,6%	6,2%
<i>dont ménages</i>	4 849	4 984	5 570	5 892	6 373	7 451	7 461	7 462	8 079	8,3%	26,8%
<i>Provisions</i>	15 043	15 520	18 718	24 121	28 074	28 627	28 882	29 381	30 002	2,1%	6,9%
Total encours brut	412 892	448 841	458 442	478 627	484 605	483 266	485 140	483 996	484 713	0,1%	0,0%
Taux de créances douteuses	5,8%	5,4%	7,1%	9,4%	11,3%	11,8%	12,4%	12,4%	12,3%	-0,1 pt	1 pt
Taux de provisionnement	62,8%	63,6%	57,5%	53,5%	51,3%	50,1%	48,1%	48,9%	50,4%	1,5 pt	-0,9 pt

4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Emplois	425 392	463 354	474 643	511 677	498 149	498 929	504 095	504 276	498 437	-1,2%	0,1%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Crédits bruts	412 918	448 762	458 510	478 644	483 250	483 240	484 665	483 979	484 695	0,1%	0,3%	
Réserves obligatoires et libres	12 474	14 592	16 133	33 033	14 899	15 689	19 430	20 298	13 742	-32,3%	-7,8%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Ressources	425 395	463 354	474 643	511 677	498 149	498 929	504 095	504 276	498 437	-1,2%	0,1%	
Dépôts collectés (- encaisses)	343 929	372 471	375 073	387 692	375 422	372 594	396 019	392 047	381 930	-2,6%	1,7%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	47 728	49 647	56 457	62 049	69 314	70 151	71 237	71 849	74 068	3,1%	6,9%	
Excédent des opérations diverses des EC	25 167	30 533	26 480	18 461	14 328	14 933	12 171	13 986	14 367	2,7%	0,3%	
Réesc compte	6 004	2 873	4 458	2 199	3 590	2 803	2 406	2 261	2 349	3,9%	-34,6%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	2 566	7 829	12 175	41 276	35 496	38 448	22 262	24 134	25 722	6,6%	-27,5%	

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

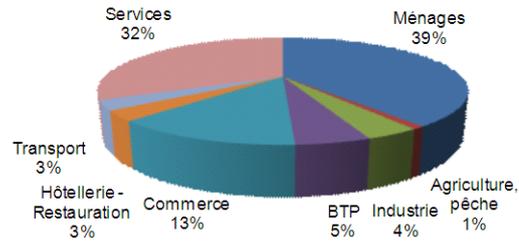


4.2 Le réesc compte

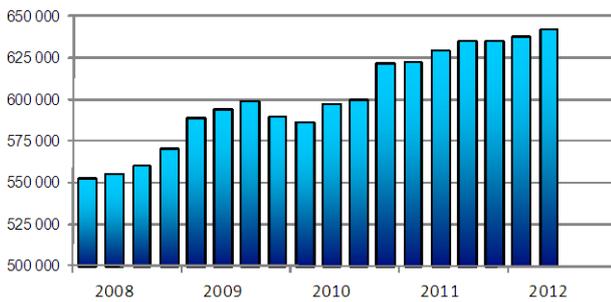
Cotation et réesc compte	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Cotation												
Nombre d'entreprises cotées	4 745	4 457	4 370	5 863	6 842	6 898	7 096	7 314	7 502	2,6%	9,6%	
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 495	1 575	1 650	1 638	1 582	1 487	1 579	1 610	1 702	5,7%	7,6%	
Taux d'éligibilité	32%	35%	38%	28%	23%	22%	22%	22%	23%	-	-	
Refinancement	6 004	5 080	4 458	2 199	3 590	2 803	2 406	2 261	2 349	3,9%	-34,6%	
Engagements à court terme	2 660	2 311	2 188	1 095	2 459	1 803	1 524	1 365	1 435	5,1%	-41,6%	
Engagements à moyen terme	3 344	2 769	2 270	1 104	1 131	1 000	882	896	914	2,0%	-19,2%	

5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur au 30 juin 2012



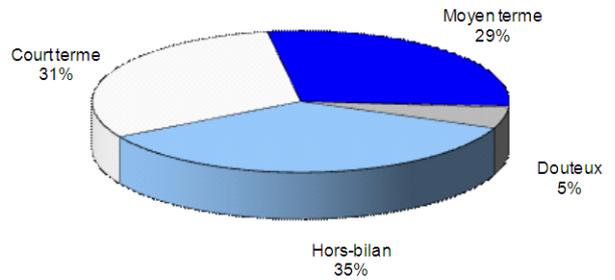
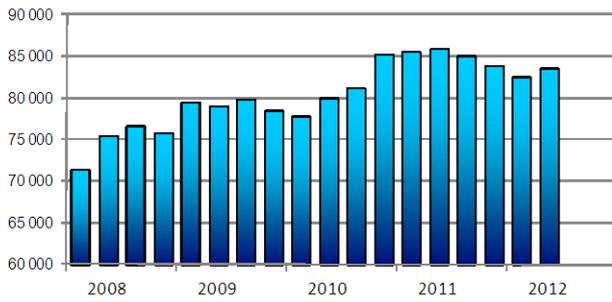
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



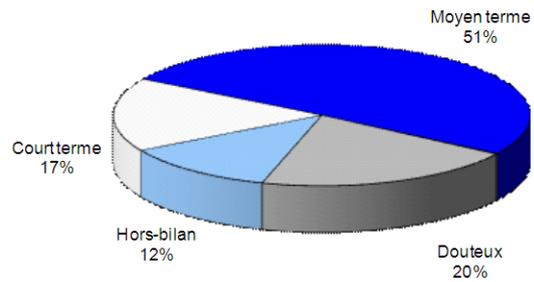
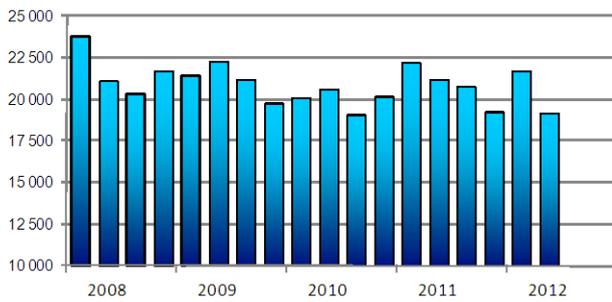
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

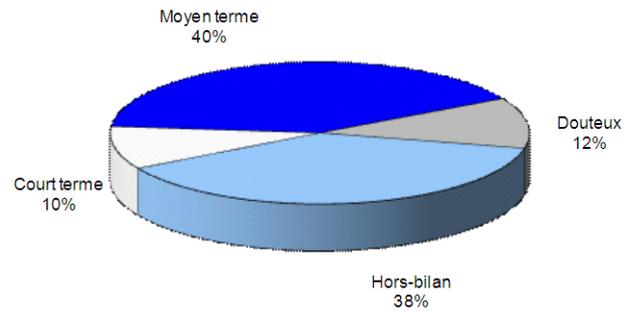
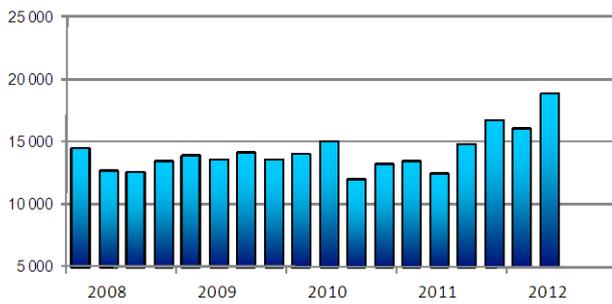
Encours (en millions de F. CFP)



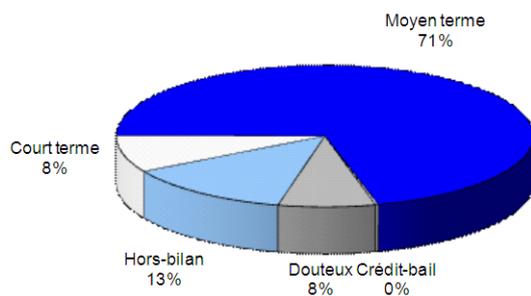
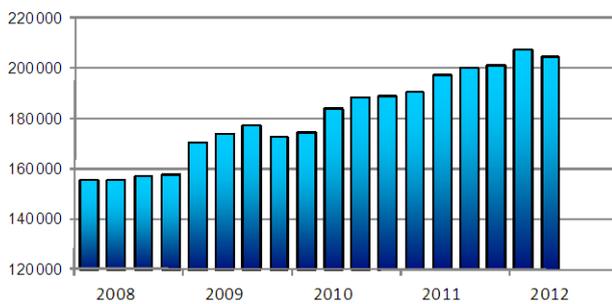
HOTELLERIE - RESTAURATION



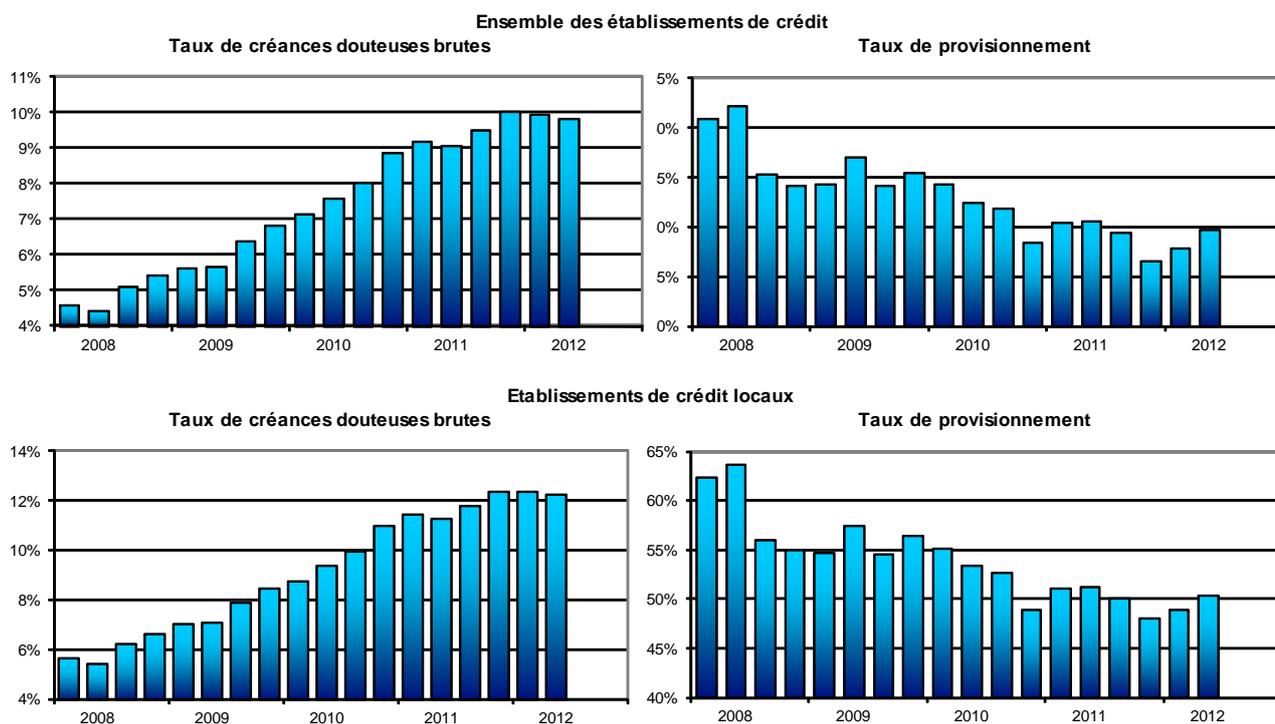
TRANSPORT



SERVICES



6. Les indicateurs de vulnérabilité



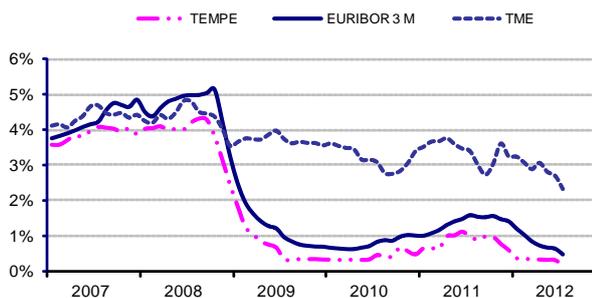
7. Rappel des taux

7.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	0,75%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%
Taux de l'escompte de chèque	1,50%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2012 (JORF du 08/02/2012)	0,71%

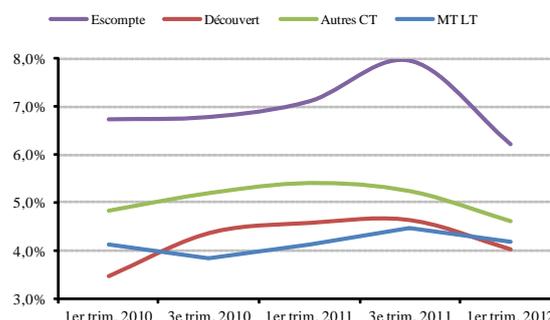
7.2 Les principaux taux de marché



Conjoncture financière et bancaire

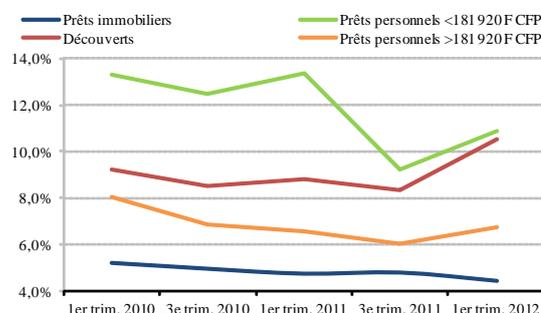
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	Variation annuelle
Escompte	6,73%	6,78%	7,11%	7,96%	6,21%	-90 pb
Découvert	3,47%	4,37%	4,58%	4,64%	4,03%	-55 pb
Autres CT	4,83%	5,20%	5,41%	5,24%	4,61%	-80 pb
MT LT	4,12%	3,85%	4,13%	4,46%	4,18%	5 pb



7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,23%	4,97%	4,75%	4,80%	4,43%	-32 pb
Prêts immobiliers	-	5,30%	4,05%	-	-	-
Prêts personnels <181 920 F CFP	13,29%	12,49%	13,39%	9,25%	10,86%	-253 pb
Découverts	9,25%	8,55%	8,79%	8,34%	10,52%	173 pb
Prêts personnels >181 920 F CFP	8,08%	6,88%	6,60%	6,07%	6,75%	15 pb



7.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%	6,36%
- Prêts à taux variable	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%	5,81%
- Prêts relais	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%	6,32%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181 862 XPF	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%	20,25%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%	19,24%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%	16,40%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	18,61%	18,16%	17,69%	17,15%	16,88%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	10,46%	11,65%	12,51%	13,27%	14,04%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 715 990 XPF	17,49%	16,62%	15,78%	14,81%	14,07%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 715 990 XPF	9,34%	10,10%	10,60%	10,93%	11,23%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%	9,61%	9,67%	8,99%	9,01%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,29%	5,52%	5,45%	5,35%	4,63%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,08%	6,36%	6,29%	6,37%	6,20%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	6,00%	6,36%	6,53%	6,49%	6,01%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012	3e trim. 2012
Découverts en compte	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Pierre-Yves LE BIHAN
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 17 septembre 2012
Dépôt légal : septembre 2012 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03